

21877 COMEU B
21877 COMEU B

DE : C.C.F. BRUXELLES - SEG12 - IMP. DIF. S.G.
A : BUREAU C.E. - WASHINGTON
REF: 21:10 23-07-82 000065972 - 000066759

1	Ricors
TR.	Hw ³
I.S.	✓
FIN.	✓
AGR.	✓
ENE.	✓
R.D	✓
ADM.	✓
S.A.	✓
	MNB
	CF

432

DUPLICATA POSSIBLE
TLX 134803-SG BER 12/106

TFLFX HEBDOMADAIRE NR 94 DU 23.07.82 DESTINE A L'ENSEMBLE DES DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PRESSE ET D'INFORMATION INDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS.

1. INTRODUCTION

CONTRAIREMENT A CE QUI AVAIT ETE PRECEDEMMENT INDIQUE, IL Y A LIEU DE NOTER QUE :

- LA COMMISSION NE FERA PAS DE COMMENTAIRE A CE STADE SUR LE PROGRAMME DE TRAVAIL QU'ELLE ENTENDAIT SE FIXER SUITE AUX REFLEXIONS ECHANGEES ENTRE LES MEMBRES DU COLLEGE LORS DU WEEK-END A STUYVENBERG : ELLE PREFERE COMMENTER DE FACON APPROPRIEE CHACUN DES PRINCIPAUX DOSSIERS EVOQUES LORSQUE CEUX-CI DEVIENDRONT D'ACTUALITE.

- LA COMMISSION NE PROCEDERA QU'A LA RENTREE DE SEPTEMBRE A LA REPARTITION DEFINITIVE DES COMPETENCES AU SEIN DU COLLEGE.

DE SON COTE, LE CONSEIL, QUI NE DEVAIT PLUS SE REUNIR QU'UNE FOIS EN JUILLET POUR LE BUDGET (MERCREDI 28) TIENDRA SANS DOUTE CE WEEK END UNE SESSION SPECIALE POUR SE CONSACRER AUX RELATIONS AVEC LES ETATS-UNIS, PARTICULIEREMENT DANS LE DOMAINE DE L'ACIER. EN SEPTEMBRE IL TIENDRA TROIS SESSIONS : 'AFFAIRES GENERALES' ET 'FAGRICULTURE' (LES 20/21) ET 'PECHE' (21/22).

LE PARLEMENT, ENFIN, TIENDRA SA SESSION MENSUELLE A STRASBOURG DU 13 AU 17 SEPTEMBRE.

2. AFFAIRES INTERIEURES

2.1 CONSEIL 'PECHE' (20/21 JUILLET)

LE CONSEIL S'EST SOLDE PAR UN ECHEC DANS LA MESURE OU IL N'A PAS ETE POSSIBLE DE DEGAGER UN ACCORD SUR LA FIXATION DES TAC, LEUR REPARTITION ENTRE ETATS MEMBRES ET LES CONDITIONS D'EXERCICE DE LA PECHE, L'ACCES NOTAMMENT. (CET ECHEC RESULTE PRINCIPALEMENT DU REFUS DANOIS D'ACCEPTER UN ECHANGE DE LETTRES TRILATERAL ENTRE LE DANEMARK, LA SUEDE ET LA NORVEGE SUR LA PECHE DANS LE SKAGERRAK ET LE KATTEGAT). LE CONSEIL SE REUNIRA A NOUVEAU LES 21/22 SEPTEMBRE ET A DECIDE UN ROLL-OVER DANS LES TERMES DE CELUI DE JUIN DERNIER.

AU BILAN DES DECISIONS ADOPTEES, ON RETIENDRA :

Global Communications

Global Communications

- LES TROIS REGLEMENTS TECHNIQUES EN MATIERE D'ARCHES,
- LA REPARTITION ENTRE ETATS MEMBRES DES QUOTAS ALLOUES POUR 1982 A LA COMMUNAUTE DANS LE CADRE DE L'ACCORD AVEC LE CANADA,
- LA RECONDUCTION POUR UNE ANNEE DU PROTOCOLE FINANCIER AVEC LA GUINEE BISSAU.

2.2 CONSEIL "AGRICULTURE" (19/20 JUILLET)

LE CONSEIL A PRESQUE ABOUTI A UN ACCORD DEFINITIF SUR LE TEXTE REGLEMENTAIRE DE L'ACCORD POLITIQUE DEJA ATTEINT DANS LE CADRE DES NEGOCIATIONS "PRIX 1982/83" A L'EGARD DE L'ADAPTATION DE LA REGLEMENTATION DANS LE SECTEUR VITI-VINICOLE. LA MODIFICATION PRINCIPALE CONCERNE L'INTRODUCTION DE LA POSSIBILITE D'UNE DISTILLATION OBLIGATOIRE PREVENTIVE, FACULTE QUI A COMME OBJECTIF PRINCIPAL D'ASSURER UN MEILLEUR EQUILIBRE DE MARCHÉ DANS UN SECTEUR CARACTERISE PAR D'IMPORTANTES FLUCTUATIONS DES PRIX EN FONCTION DES QUANTITES RECOLTEES.

LA DELEGATION ALLEMANDE N'A PAS ENCORE PU DONNER SON ACCORD DEFINITIF ET L'ON ESPERE QU'ELLE FERA CONNAITRE SA POSITION, NOTAMMENT EN CE QUI CONCERNE LES ASPECTS FINANCIERS, LE 29 JUILLET AU PLUS TARD.

2.3 AGRICULTURE : SITUATION DES MARCHES

LA COMMISSION A EU UN ECHANGE DE VUES SUR L'ETAT DE CONSOMMATION DES CREDITS FEOGA GARANTIE POUR 1982. ELLE S'ATTEND QUE, COMPTE TENU DE L'EVOLUTION FAVORABLE DE LA PLUPART DES MARCHES ET DU NIVEAU ELEVE DU DOLLAR, DE NOUVEAUX EXCEDENTS SUBSTANTIELS DE CREDITS NON UTILISES SERONT DEGAGES D'ICI LA FIN DE L'ANNEE. CET EXCEDENT S'AJOUTERA AUX 500 MIO. ECUS DEJA DEGAGES ET POUR LESQUELS LA COMMISSION A PROPOSE UNE SERIE D'ACTIIONS NOUVELLES (TFLEX DU 14.05.82).

2.4 ENERGIE : SOUTIEN DE PROJETS

LE CONSEIL A APPROUVE DEUX REGLEMENTS AUGMENTANT DE 55 MIO. ECUS LE SOUTIEN FINANCIER A DES PROJETS DE DEMONSTRATION PERMETTANT DES ECONOMIES D'ENERGIE ET D'EXPLOITATION DE SOURCES D'ENERGIE ALTERNATIVES.

3. ELARGISSEMENT

3.1 SPAIN

ON THE 19TH JULY, THE SPANISH FOREIGN MINISTER PEREZ LLORCA HAD TALKS WITH PRESIDENT THORN AND VICE PRESIDENT NATALI ON THE PROBLEMS OF ENLARGEMENT AFTER THE EUROPEAN COUNCIL OF 28/29 JUNE.

ON THE 20TH JULY THE 21ST DEPUTY LEVEL MEETING OF THE NEGOTIATIONS FOR SPAIN'S ACCESSION TO THE EUROPEAN COMMUNITY WAS HELD IN BRUSSELS. THE EC SUBMITTED A DECLARATION ON CUSTOM UNION. THE SPANISH DELEGATION'S DECLARATIONS WERE ON CUSTOM UNION, ECSC AND EXTERNAL RELATIONS.

3.2 PORTUGAL : NEGOCIATIONS D'ADHESION

LA 21EME SESSION DE LA CONFERENCE CEE-PORTUGAL AU NIVEAU DES SUPPLEMENTS S'EST TENUE A BRUXELLES LE 16 JUILLET. UN ENSEMBLE TRES IMPORTANT DE POINTS D'ACCORD A ETE ENREGISTRE CONCERNANT LES CHAPITRES DE L'UNION DOUANIERE, DE LA CECA, DES RELATIONS EXTERIEURES, DU DROIT D'ETABLISSEMENT ET DE LA FISCALITE.

3.3 PORTUGAL/TEXTI

LE CONSEIL A DECIDE LE 20 JUILLET CERTAINS AMENDEMENTS AUX DIRECTIVES DE NEGOCIATION DE LA COMMISSION POUR L'ARRANGEMENT TEXTILE ACONCLURE AVEC LE PORTUGAL COUVRANT LA PERIODE ALLANT DU 1ER JANVIER 1983 JUSQU'A L'ADHESION DE CELUI-CI. CES AMENDEMENTS NE REMETTENT PAS EN CAUSE LE PRINCIPE DES PLAFONDS GLOBAUX.

PARALLELEMENT LE CONSEIL A ADOPTE UNE POSITION COMMUNE EN CE QUI CONCERNE LE REGIME DES ECHANGES TEXTILES AVEC LE PORTUGAL APRES L'ADHESION.

LA FINALISATION DE CES DEUX QUESTIONS DEVRAIT AVOIR LIEU AU COURS DU MOIS DE SEPTEMBRE, EN VUE DE LA REUNION MINISTERIELLE DES NEGOCIATIONS D'ADHESION.

4. RELATIONS EXTERIEURES

4.1 USA

COMME INDIQUE DANS NOTRE PRECEDENT TELEX, LES VICE-PRESIDENTS HAFERKAMP ET DAVIGNON ONT EFFECTUE UNE DEMARCHE AUPRES DES AUTORITES US A WASHINGTON DU 15 AU 17 JUILLET EN VUE, NOTAMMENT, DE RECHERCHER UNE SOLUTION A LA QUERELLE SUR LES EXPORTATIONS D'ACIER. EN MARGE DE CETTE VISITE, D'AUTRES QUESTIONS ONT ETE SOULEVEES, EN PARTICULIER L'EXTENSION DE L'EMBARGO US SUR LES EQUIPEMENTS POUR LE GAZODUC SOVIETIQUE, LES PROBLEMES AGRICOLES ET LE SYSTEME "DISC".

A) ACIER

MARDI, DANS LE CONSEIL, LA COMMISSION AVAIT PROPOSE ET OBTENU DES DIX DE RECOURIR A UNE DISPOSITION DE LA LEGISLATION US QUI DONNE LA POSSIBILITE AU GOUVERNEMENT AMERICAIN DE SUSPENDRE L'APPLICATION DES DROITS COMPENSATEURS IMPOSES LE 10 JUIN DERNIER AUX EXPORTATIONS DE CERTAINS PRODUITS SIDERURGIQUES EUROPEENS.

CETTE FACULTE DE SUSPENSION EXPIRANT LE 25 JUILLET, LA COMMUNAUTE A SOUMIS JEUDI 22 AUX AUTORITES U.S. UNE OFFRE QUI ABOUTIRAIT A REDUIRE DE 10 0/0 PAR RAPPORT A 1981 LA PART DU MARCHE US POUR SEPT PRODUITS CECA DANS LE CADRE D'ARRANGEMENT A CONCLURE PAR LES ETATS UNIS AVEC LA COMMUNAUTE ET QUATRE DE SES ETATS MEMBRES (B, F, I ET UK), SANS PREJUDICE DES CONTESTATIONS A L'INSTRUCTION DANS LE CADRE DU GATT (SUR L'INTERPRETATION UNILATERALE PAR LES USA DU CODE DES SUBVENTIONS ET L'EVALUATION PAR EUX DU NIVEAU DES "SUBSIDES"). LES ARRANGEMENTS PROPOSES DEVAIENT ETRE CONCLUS AVEC CHACUN DES QUATRE ETATS MEMBRES CITES ET SERAIENT RAPPORTES EN CAS DE CONCLUSION D'UN ACCORD GLOBAL DE RESTRICTION DES IMPORTATIONS ET DE RETRAIT DES PLAINTES DE L'INDUSTRIE AMERICAINE.

(DEVANT LE CONSEIL, M. DAVIGNON AVAIT REGRETTE QU'IL N'AIT PAS ETE POSSIBLE D'ABOUTIR A UN ACCORD GLOBAL MAIS SOULIGNE QUE LA DECISION RETENUE PRESERVAIT LA SOLIDARITE COMMUNAUTAIRE ET QUE L'APPROCHE RESTAIT COMMUNAUTAIRE).

LE CRP A ETE SPECIALEMENT CONVOQUE CE VENDREDI POUR DISCUTER DES REACTIONS NEGATIVES PARVENUES ENTRETEMPS DE L'ADMINISTRATION US. IL EN SERA RENDU COMPTE EN "DERNIERE MINUTE".

Global Communications
Global Communications
Global Communications
Global Communications
Global Communications

Global Communications
Global Communications
Global Communications
Global Communications
Global Communications

B) DISC (DOMESTIC INTERNATIONAL SALES CORPORATION)
SUIVANT LA PROPOSITION DE LA COMMISSION, LE CONSEIL A DECIDE QUE LA COMMUNAUTE DEMANDE AU CONSEIL DU GATT LE 21 JUILLET L'AUTORISATION DE PRINCIPE D'APPLIQUER DES MESURES COMPENSATOIRES A L'EGARD DES ETATS-UNIS (LE CONSEIL DU GATT A ENTRETEMPS REPORTE SA DECISION A L'AUTOMNE).

C) EMBARGO SUR LES EQUIPEMENTS DU GAZODUC SOVIETIQUE
LA DEMARCHE GLOBALE A EFFECTUER AVANT LE 21 AOUT EST EN COURS D'EXAMEN AU SEIN D'UN GROUPE CONSTITUE SOUS L'EGIDE DE LA COMMISSION SUITE A LA DECISION DU CRP.

4.2 RELATIONS CEE-JAPON

LORS DE LA REUNION DU CONSEIL DES 19-20 JUILLET, M. HAFERKAMP A EXPOSE LES PRINCIPAUX POINTS DE LA COMMUNICATION APPROUVEE LE 14 JUILLET PAR LA COMMISSION. IL A SOULIGNE LE FAIT QU'UNE TROISIEME RENCONTRE AVEC LES AUTORITES JAPONAISES AU TITRE DE L'ART. XXIII, PAR. 1, DU GATT A PEU DE CHANCES D'ABOUTIR, ET QUE LA COMMISSION EN A DEDUIT QU'IL ETAIT UTILE QUE LE CONSEIL CONVIENNE DES A PRESENT DU PASSAGE AU PARAGRAPHE 2. APRES ECHANGE DE VUES, LES ETATS MEMBRES ONT DECIDE D'INSCRIRE A L'ORDRE DU JOUR DE LA SESSION "AFFAIRES GENERALES" DE SEPTEMBRE LE POINT JAPON, POUR SE PRONONCER SUR LA PROPOSITION DE LA COMMISSION.

4.3 AELE

A) REGLES D'ORIGINE AELE
LE CONSEIL A ADOPTE, LE 19 JUILLET, LE PRINCIPE DE L'INTRODUCTION, PENDANT UNE PERIODE D'ESSAI DE 3 ANS, D'UNE REGLE DE POURCENTAGE ALTERNATIF QUI FIXE UN POURCENTAGE LIMITE UNIFORME - AVEC QUELQUES EXCEPTIONS- POUR LES COMPOSANTS DES PRODUITS DES CHAPITRES 84 A 92 DU TDC ORIGINAIRES DE PAYS TIERS DESTINES A ETRE INCORPORES AUX PRODUITS D'ORIGINE. CETTE POSSIBILITE DE CHOIX SERA DONNEE AUX OPERATEURS ECONOMIQUES DE LA COMMUNAUTE ET DES PAYS DE L'AELE EN RAISON DE L'INTERDEPENDANCE ECONOMIQUE, DE LA SIMILITUDE DES STRUCTURES INDUSTRIELLES, DE L'IMPORTANCE DES ECHANGES COMMERCIAUX ET DE LA RECIPROCITE DES ACCORDS DE LIBRE-ECHANGE. (LES DELEGATIONS FRANCAISE ET ITALIENNE CONTINUENT DE S'OPPOSER AU NOUVEAU SYSTEME DE CUMUL PROPOSE PAR LA COMMISSION).

B) RELATIONS AVEC L'AELE
LE CONSEIL A ADOPTE LE 19 JUILLET LE CINQUIEME RAPPORT SUR L'EVOLUTION DE LA COOPERATION AVEC LES PAYS DE L'AELE. ETANT DONNE QUE LES ACCORDS DE LIBRE-ECHANGE ONT ETE SIGNES IL Y A DIX ANS (22 JUILLET 1972), LE CONSEIL A FAIT EN MEME TEMPS UNE DECLARATION DANS LAQUELLE IL SOULIGNE L'IMPORTANCE TOUTE PARTICULIERE QUE LA COMMUNAUTE ATTACHE AUX RELATIONS AVEC CES PAYS. ENSEMBLE, LA COMMUNAUTE ET LES PAYS DE L'AELE CONSTITUENT UNE ZONE DE STABILITE ET DE SECURITE MONETAIRE ET COMMERCIALE A L'INTERIEUR DE LAQUELLE ILS EFFECTUENT PRESQUE DEUX TIERS DE LEURS ECHANGES.

LE CONSEIL SE FELICITE DE L'EXCELLENT FONCTIONNEMENT DES ACCORDS ET DE LA COOPERATION ET SOULIGNE L'IMPORTANCE POLITIQUE QU'IL ATTACHE, DANS UN MONDE EN CRISE OU LA LIBERTE DES ECHANGES EST DE PLUS EN PLUS MENACEE, A UNE SOLIDARITE DE L'EUROPE OCCIDENTALE.

4.4 MOYEN-ORIENT

THE MINISTERS OF FOREIGN AFFAIRS MET IN THE EPC FRAMEWORK ON THE SUBJECT OF THE MIDDLE EAST (LEBANON, IRAN-IRAQ CONFLICT) PRIOR TO THE MEETING OF THE COUNCIL ON 19 JULY.

AS MINISTERS WOULD PROBABLY NOT MEET AGAIN BEFORE 9 SEPTEMBER, THE PRESIDENCY HAD DECIDED TO HOLD A FURTHER DISCUSSION ON THE SITUATION IN THE MIDDLE EAST IN THE LIGHT OF RECENT DEVELOPMENTS IN THE REGION. PRIME MINISTER VAN AGT, WHO HAD PAID AN OFFICIAL VISIT TO CAIRO IN THE BEGINNING OF JULY, AND MR. GENSCHER, WHO HAS VISITED AMMAN AND CAIRO, REPORTED ON THE OUTCOME OF THEIR MISSIONS.

THE DISCUSSION DID NOT PRODUCE ANY REALLY SIGNIFICANT NEW IDEAS. THERE WAS NO FORMAL COMMUNIQUE.

4.5 LIBAN

TO MEET THE CONTINUING NEEDS OF THE POPULATION OF LEBANON, THE COMMUNITY DECIDED THIS WEEK TO GIVE A FURTHER 400,000 ECU IN EMERGENCY AID. SOME WILL GO TO THE RED CROSS TO HELP COPE WITH THE GROWING SANITATION PROBLEMS OF WEST BEIRUT. SOME WILL BE USED TO FINANCE HUMANITARIAN ACTIONS BY VARIOUS NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS. THE MAJORITY WILL GO TO THE GERMAN RED CROSS TO PAY FOR PASSAGES OF THEIR SHIP, THE M.S. FLORA, CARRYING RELIEF SUPPLIES FROM CYPRUS TO LEBANON, AND TO PAY FOR RELIEF PACKS FOR FAMILIES.

ANOTHER DECISION TAKEN THIS WEEK CONCERNS THE 50 MECU UNSUBSIDISED LOAN FROM THE EIB REQUESTED BY THE LEBANESE GOVERNMENT FOR RECONSTRUCTION BEFORE THE RECENT CRISIS. THE COUNCIL AGREED TO PROCEED WITH A REQUEST TO THE BANK TO KNOW TO WHAT LIMIT AND AT WHAT CONDITIONS THE BANK WOULD PROVIDE SUCH A LOAN (THE COUNCIL HAS INDICATED THAT THE LOAN WOULD BE REALISED ONLY WHEN THE LEBANESE AUTHORITIES WERE ABLE TO USE IT EFFECTIVELY).

4.6 AMERIQUE CENTRALE

LE CONSEIL A EU UN PREMIER DEBAT D'ORIENTATION, EN ATTENDANT L'AVIS DU PARLEMENT EUROPEEN, SUR LA COMMUNICATION DE LA COMMISSION RELATIVE A LA MISE EN OEUVRE D'UNE ACTION SPECIALE POUR L'AMERIQUE CENTRALE (TELEX DU 25.06.82).

IL EST CONVENU DU PRINCIPE D'UNE ACTION SPECIALE EN FAVEUR DES PAYS DU MARCHE COMMUN CENTRE AMERICAIN ET DE L'ILE HISPANIOLA. (IL A PRIS NOTE CEPENDANT DES RESERVES EXPRIMEES PAR DIVERSES DELEGATIONS QUANT A LA POSSIBILITE POUR CERTAINS PAYS ELIGIBLES D'ETRE, DANS LES CIRCONSTANCES ACTUELLES, EFFECTIVEMENT BENEFICIAIRES DE CETTE ACTION).

LE CONSEIL A INVITE LA COMMISSION A LUI SOUMETTRE POUR SA SESSION DE SEPTEMBRE DES PROPOSITIONS D'INTERVENTION EN FAVEUR DES PAYS SUSCEPTIBLES D'ETRE BENEFICIAIRES D'UNE TELLE ACTION SPECIALE.

IL A ESTIME, SOUS RESERVE DE LA POSITION DE LA DELEGATION BRITANNIQUE, QU'UNE TELLE ACTION DEVRAIT SE SITUER DE 30 A 40 MECU ADDITIONNELS, ETANT ENTENDU QU'IL APPARTIENT A L'AUTORITE BUDGETAIRE DE SE PRONONCER SUR LE MONTANT DEFINITIF ET LES MODALITES D'IMPUTATION.

(IL EST RAPPELE QUE LA COMMISSION AVAIT PROPOSE UNE ACTION SPECIALE "UNA TANTUM" DE 65 MIO D'U.C. POUR LA ZONE DE L'AMERIQUE CENTRALE QUI DEVAIT ETRE MISE EN OEUVRE DANS LE CADRE DES PROGRAMMES CONCRETS DE REFORME AGRAIRE ET PORTANT SUR UNE AIDE DIRECTE AUX PROJETS ET, EN PARTIE, SUR UNE AIDE A L'IMPORTATION DE PRODUITS DONT LES FONDS DE CONTREPARTIE DEVAIENT OBLIGATOIREMENT ETRE DEPENSES POUR LES PROJETS.

LA COMMISSION A L'INTENTION DE PRESENTER AU COUNCIL, POUR SEPTEMBRE/OCTOBRE, UNE NOUVELLE COMMUNICATION INDIQUANT SELON QUELLES LIGNES GENERALES ELLE ENTEND METTRE EN OEUVRE L'ACTION SPECIALE. LES PAYS QUI EN SERONT BENEFICIAIRES RESULTERONT DE CES ORIENTATIONS).

4.7 MODIFICATION DU STATUT DU GROENLAND

LA COMMISSION A EU UNE DISCUSSION APPROFONDIE SUR CETTE QUESTION EN PRENANT EN CONSIDERATION LA SPECIFICITE DE LA SITUATION CREEE PAR LA DEMANDE DU GOUVERNEMENT DANOIS, QUI N'A PAS DE PRECEDENT DANS L'HISTOIRE DE LA COMMUNAUTE, AINSI QUE LES PARTICULARITES ECONOMIQUES ET AUTRES DU GROENLAND. ELLE A CONVENU QU'IL Y AVAIT LIEU DE DEGAGER UNE SOLUTION ASSURANT EN TOUT CAS LE MAINTIEN DE LIENS ETROITS ENTRE LA COMMUNAUTE ET LE GROENLAND ET QUE LES NOUVELLES RELATIONS A ETABLIR DEVRAIENT TENIR COMPTE DES INTERETS RECIPROQUES. SUR CETTE BASE, LA COMMISSION A CONSTATE QU'IL Y AVAIT LIEU D'EXAMINER DE FACON PLUS PRECISE LE CONTENU MATERIEL DU NOUVEAU STATUT AVANT DE SE PRONONCER SUR LE REGIME JURIDIQUE CORRESPONDANT.

LA COMMISSION DEBATTRA A NOUVEAU DE CETTE QUESTION EN SEPTEMBRE.

4.8 RELATIONS AVEC LES ETATS ACP

M. PISANI EFFECTUE ACTUELLEMENT UNE VISITE OFFICIELLE DANS LA REGION DES CARAIBES ET SEJOURNERA SUCCESSIVEMENT A LA BARBADE, LA DOMINIQUE, GRENAD, TRINIDAD, LA GUYANE ET LA JAMAIQUE.

LE PRESIDENT THORN EFFECTUERA LA SEMAINE PROCHAINE UNE VISITE OFFICIELLE AU KENYA, AU MALI ET AU SENEGAL.

4.9 ACP : FINANCEMENT SYSMIN AU ZAIRE

LA COMMISSION A DECIDE DE PARTICIPER A CONCURRENCE DE 40 MIO. ECUS AU FINANCEMENT D'INVESTISSEMENTS DESTINES A MAINTENIR LA CAPACITE DE PRODUCTION ET ACCROITRE LA PRODUCTIVITE D'UNE ENTREPRISE QUI ASSURE A ELLE SEULE LA MAJEURE PARTIE DE LA PRODUCTION DE CUIVRE ET DE COBALT DU ZAIRE. LA DUREE PREVUE DU PROJET EST DE 3 ANS MAIS LA PLUPART DE SES COMPOSANTES SERONT OPERATIONNELLES D'ICI LA FIN DE 1983.

LE FINANCEMENT COMMUNAUTAIRE SE FERA SOUS FORME DE PRET SPECIAL (INTERET 10/0, AMORTISSEMENT EN 40 ANS DONT 10 DE DIFFERE).

4.10 GATT MINISTERIAL MEETING

THE COUNCIL HAD ONLY A BRIEF DISCUSSION IN WHICH FOUR DELEGATIONS PARTICIPATED DUE TO LACK OF TIME. THERE WAS BROAD APPROVAL FOR THE GENERAL POLICY ORIENTATIONS SUGGESTED BY THE COMMISSION IN ITS COMMUNICATION : THE PARTICULAR COMMENTS RAISED NO SUBSTANTIAL NEW PROBLEMS WHICH HAD NOT ALREADY BEEN MADE CLEAR TO THE COMMISSION. THE POOR STATE OF EEC/US RELATIONS IS INCREASINGLY SEEN AS A THREAT TO THE SUCCESS OF THE MINISTERIAL MEETING AND IN THE PRESENT STATE OF TENSION IN INTERNATIONAL TRADE RELATIONS, NEW DECISIONS AND THE LAUNCHING OF A NEW WORK PROGRAMME IN GATT WILL POSE CONSIDERABLE DIFFICULTIES.

4.11 ACCORDS BILATERAUX TEXTILES

 AU COURS DE CETTE SEMAINE DES PROGRES SIGNIFICATIFS ONT ETE ENREGISTRES. DES ACCORDS ONT ETE PARAPHEES AVEC LA BULGARIE, LA HONGRIE ET LA ROUMANIE ANSI QU'AVEC HAITI. S'AGISSANT DE CE DERNIER PAYS, UN ACCORD "SOUPLE" A ETE PARAPHE NE COMPORTANT PAS DE LIMITATIONS QUANTITATIVES ETANT DONNE QUE HAITI N'EXPORTE QUE TRES PEU DE TEXTILES VERS LA COMMUNAUTE.

DES NEGOCIATIONS SONT EN COURS AVEC LE GUATEMALA, LE MEXIQUE ET MACAO. A NOTER QUE DANS LE CAS DE MACAO LE PRINCIPE D'UNE REDUCTION D'ACCES (CUTBACK) EST ACCEPTE. LES MODALITES DEVRONT FAIRE L'OBJET D'UN SECOND ROUND EN SEPTEMBRE.

A L'ISSUE DE CETTE PREMIERE SERIE DE NEGOCIATIONS, QUELQUE DOUZE ACCORDS AURONT ETE PARAPHEES SUR LES 26 QUI VIENNENT A ECHEANCE A LA FIN DE L'ANNEE. UN DEUXIEME ROUND DE NEGOCIATIONS AURA LIEU EN SEPTEMBRE AVEC LES PAYS QUI ONT SOULEVE LE PLUS DE DIFFICULTES, NOTAMMENT : L'INDE, LE BRESIL, HONG KONG, LA COREE ET CERTAINS PAYS DE L'ASEAN. LA COMMISSION DEVRA, FIN SEPTEMBRE, PRESENTER SON RAPPORT AU CONSEIL SUR LES RESULTATS DES NEGOCIATIONS BILATERALES.

EN CE QUI CONCERNE LES PAYS PREFERENTIELS DE LA MEDITERRANEE, DES ARRANGEMENTS ONT PU ETRE CONCLUS AVEC PRATIQUEMENT L'ENSEMBLE DE CES PAYS. DES DISCUSSIONS SE POURSUIVENT ENCORE AVEC LE PORTUGAL ET LA TURQUIE.

4.12 MANIOC

 LE 19 JUILLET, LE CONSEIL A APPROUVE LES ACCORDS CONCERNANT LE MANIOC AVEC LA THAILANDE, L'INDONESIE ET LE BRESIL.

LES ACCORDS AVEC L'INDONESIE ET LE BRESIL SUSPENDRONT LA CONSOLIDATION DANS LE GATT A UN PRELEVEMENT MAXIMAL DE 6 0/0 AD VALOREM, SOIT LE TAUX ACTUEL, POUR DES QUANTITES A DETERMINER A L'EGARD DES PAYS FOURNISSEURS MEMBRES DU GATT, EN SAUVEGARDANT LES POSITIONS DE MARCHE RESPECTIVES.

L'ACCORD AVEC LA THAILANDE, CONCLU COMME LES DEUX AUTRES ACCORDS POUR LA PERIODE 1982/1986, PREVOIT UNE LIMITATION DES EXPORTATIONS DE LA THAILANDE VERS LA COMMUNAUTE ET UNE ASSISTANCE DE LA COMMUNAUTE A CERTAINS PROJETS DE DEVELOPPEMENT RURAL ET DE DIVERSIFICATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE, NOTAMMENT DANS LES REGIONS PRODUCTRICES DE MANIOC.

LA COMMISSION ESTIME QUE CES ACCORDS PERMETTRONT UNE STABILISATION DES IMPORTATIONS DE MANIOC AUTOUR DE 3 MILLIONS DE T. PAR AN AU COURS DES PROCHAINES ANNEES.

"DERNIERE MINUTE"

 RELATIONS CEE/ETATS UNIS

 UNE SESSION SPECIALE DU CONSEIL A ETE CONVOQUEE DEMAIN SAMEDI APRES MIDI POUR DELIBERER DE LA SITUATION CREEE PAR LE REJET DES PROPOSITIONS DE LA COMMUNAUTE EN MATIERE D'EXPORTATION D'ACIER (SUPRA PARA 4.1).

CC

Global Communications

LA COMMISSION EXAMINERA ENTRETEMPS AVEC LES AUTORITES AMERICAINES LA POSSIBILITE D'UN AMENDEMENT DES PROPOSITIONS INITIALES ET REFLECHIRA EGALEMENT A LA PREFERENCE REAFFIRMEE DES AUTORITES US POUR UN ARRANGEMENT GLOBAL.

COMME CONVENU DANS LE COREPER DU 22 JUILLET, IL A ETE ENTENDU QU'AUCUNE DEMARCHE BILATERALE NE DEVRAIT ETRE EFFECTUEE AVANT UNE DECISION DU CONSEIL.

CE TELEX EST LE DERNIER PREVU AVANT LES VACANCES.

E.NOEL, SECRETAIRE GENERAL, COMEUR
NNNN

*
EURCOM WSH

21877 COMEU B